

DIAL 2363

BRÉSIL - Réforme agraire : la réalité et la propagande

João Pedro Stedile

jeudi 16 mars 2000, mis en ligne par [Dial](#)

Une fois de plus mérite d'être posée la question : qu'en est-il de la réforme agraire au Brésil ? Mythe ou réalité ? Effet de propagande ou transformation réelle de la situation des petits paysans et des paysans sans terre ? Façade idéologique, cachant une pratique gouvernementale largement favorable aux grands propriétaires ? L'un des principaux dirigeants du Mouvement des sans-terre présente ici brièvement quelques mesures majeures prises par le gouvernement actuel ainsi que les grandes lignes d'analyse permettant d'en comprendre tout à la fois la portée et les limites. Selon lui, la mobilisation des paysans sans terre reste la seule issue possible pour qu'une solution juste soit mise en œuvre dans la campagne brésilienne. Article de João Pedro Stedile, membre de la coordination nationale du Mouvement des sans-terre, paru dans America latina en movimiento, publication de ALAI, 24 janvier 2000.

Dans notre pays, la terre continue d'être un droit absolu seulement pour une minorité. Le Brésil est à la deuxième place mondiale en ce qui concerne la concentration de la propriété de la terre. Malgré l'industrialisation (à partir de 1930), le capitalisme brésilien s'est développé à travers l'agriculture sur la base de la grande propriété. C'est ainsi que des millions de travailleurs ruraux pauvres de la campagne sont restés une fois de plus à l'écart de l'accès à la terre.

Pour résoudre ce problème, tous les pays aujourd'hui développés ont promu la réforme agraire, c'est-à-dire qu'ils ont démocratisé la propriété de la terre. Ils ont transformé leurs « sans-terre » pauvres en citoyens producteurs et consommateurs. Par ailleurs, la démocratisation de la propriété de la terre est liée aux modèles économiques qui donnent la priorité au marché intérieur et à la redistribution du revenu comme moyens pour obtenir une croissance économique et une plus grande justice sociale. Ces leçons de l'histoire n'ont pas servi aux élites brésiliennes. Pire, elles essayent toujours, à n'importe quel prix, de maintenir leurs privilèges de grands propriétaires terriens comme un facteur de pouvoir économique, politique, de domination électorale à l'intérieur du pays, voire de domination socioculturelle. Par exemple, quelle serait la raison pour qu'un sénateur, retraité de l'Université de São Paulo, prince des psychologues, sans aucun penchant pour les luttes agricoles (qualification qui est toujours exigée des sans-terre) se sente poussé à l'achat d'une petite surface de 1046 hectares ?

Dans la dernière décennie - plus précisément pendant les gouvernements de Fernando Henrique Cardoso - a été adopté un modèle économique totalement subordonné au capital international et financier, qui a empêché un développement plus juste. Il a continué la concentration du revenu et l'augmentation de la pauvreté. Il a empêché le processus de redistribution du revenu et le développement du marché intérieur. Et ainsi, il a marginalisé complètement l'agriculture dont le développement est directement subordonné aux politiques de redistribution du revenu et de renforcement du marché intérieur.

Le résultat de cette politique-là est dans les rues et dans les statistiques. L'agriculture est en crise. La superficie cultivée a diminué de 8 millions d'hectares. Nous importons des milliards de dollars en produits agricoles. Le revenu moyen a baissé de 46 %. En dix ans, 942 000 petites exploitations de moins de 100

hectares ont fait faillite. Deux millions de salariés ruraux ont perdu leurs postes de travail pendant les cinq dernières années, selon le professeur Delfim Neto, des millions sont obligés d'émigrer vers les grands centres, augmentant ainsi la marginalité dans les métropoles.

Évidemment, dans ce contexte, il n'y a pas de place pour une politique sérieuse de réforme agraire, dans son véritable concept de démocratisation de la propriété de la terre. C'est pourquoi la concentration de la propriété de la terre continue, indépendamment de la propagande du gouvernement.

De 1995 à 1998 le gouvernement a réalisé des installations de paysans, ce qui est à peine une politique de compensation sociale, et il a donné la priorité à la distribution des parcelles de terre dans les régions Centre-Ouest et Nord (65% de toutes les familles établies), où le terme expropriation était synonyme d'« affaire » pour les propriétaires terriens. C'est ainsi qu'ont été atteints les résultats qui étaient nécessaires aux effets de propagande.

Entre temps, l'augmentation de la pauvreté dans la campagne et le manque de perspective des travailleurs ont évidemment augmenté les mobilisations et les révoltes. Mais le gouvernement est resté insensible et hautain. Le gouvernement sait que ce qui pousse le peuple à s'organiser n'est pas le prosélytisme du Mouvement des sans-terre (MST) mais ses besoins objectifs. Ceux qui campent face à la propriété des enfants du président, ne le font pas par souci de propagande pour le MST mais parce que, s'ils n'obtiennent pas les financements pour semer, ils auront faim une année de plus !

À la fin de 1998, les techniciens de l'Institut national de colonisation de la réforme agraire (INCRA) avaient proposé la nécessité d'un budget de 2,5 milliards de reals pour 1999. Au Congrès, on l'a réduit à 1,9 milliard. Après l'accord passé avec le FMI, on l'a ramené à 1,2 milliard. Et pendant les dix mois de l'année, Pedro Malan a autorisé que soient débloqués seulement 30 % des ressources. Résultat : l'INCRA est resté immobilisé. Pendant le premier semestre, il n'y a pratiquement pas eu d'inspections. Demandez aux fonctionnaires de l'INCRA : combien de familles a-t-on effectivement installées au Sud, Sud-Est, Nord-Est pendant cette année-là ?

Des millions de familles installées n'ont pas eu accès aux financements. Et pour la première fois dans l'histoire du Brésil, nous avons eu plus de 100 000 familles qui campent sous des tentes noires dans plus de 500 camps, en endurant toutes sortes de sacrifices, en attendant... les mensonges du gouvernement.

Le seul problème pour le gouvernement est que les pauvres de la campagne sont résolus à s'organiser et à lutter. Messieurs omnipotents, maîtres de la vérité, de l'histoire et du budget public : n'exigez pas de nous la lâcheté d'abandonner la lutte pour survivre !

PS. Oseront-ils imposer leurs exigences au peuple, ces ministres qui ont l'habitude d'utiliser les avions de la Force aérienne brésilienne, payés avec l'argent de ce même peuple, pour aller à la plage à Fernando de Noronha ?

- **Dial** - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 2363.

- Traduction Dial.

- Source (portugais) : *America latina en movimiento*, janvier 2000.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - <http://www.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.